

CONVENTION ENTRE
LA COMMUNE DE CESTAS
ET
LA DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE NOUVELLE AQUITAINE ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

POUR LA MISE A DISPOSITION DE DONNÉES
LIÉES A L'INSTRUCTION
DES DEMANDES D'AUTORISATION DU DROIT DES SOLS

Entre la Commune de CESTAS (Gironde), représentée par Monsieur Jérôme STEFFE, en sa qualité de Maire

ET

La Direction Régionale des Finances Publiques de Nouvelle Aquitaine et du département de la Gironde (DRFIP 33) ayant son siège, 24 rue François de Sourdis à Bordeaux représentée par Madame Christine MAGNAVAL, dûment habilitée par Monsieur Samuel BARREAULT Directeur régional des Finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde.

Il a été convenu ce qui suit :

Article I. Objet de la convention

Il s'agit d'une convention entre la Commune de CESTAS (le Fournisseur) et la DRFIP 33 (l'Utilisateur) de mise à disposition et de ré-utilisation de données, résultant d'une volonté commune de mise en partage d'informations. Elle a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les données sont mises à disposition par le fournisseur à l'utilisateur.

Article II. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront entre les parties la signification suivante :

- « **Utilisateur** » : structure qui bénéficie des **Données** mises à disposition par le **Fournisseur**
- « **Fournisseur** » : structure qui met à disposition les Données auprès de l'**utilisateur**
- « **Données** » : désigne l'ensemble des données existantes ou nouvelles (créées postérieurement à la signature de la présente convention), métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations fournies par le Fournisseur à l'Utilisateur dans le cadre de la convention ; le contenu des données à la date de signature de la présente convention est décrit à l'2 **Périmètre des données**.

Article III. Modalités de mise à disposition des données liées à l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols

La Commune de CESTAS assure pour son propre compte les actes d'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols.

Pour assurer cette mission, la Commune de CESTAS utilise le logiciel ADS OXALIS qui recense les informations nécessaires à l'instruction. Certaines de ces données intéressent les services de la DRFIP 33 dans le cadre de ses travaux d'assiette, d'évaluation, de contrôle et de liquidation des taxes foncières et taxes d'urbanisme.

Article IV. Périmètre des données

La Commune de CESTAS donne accès à la consultation de ces données aux utilisateurs du SDIF selon 3 profils d'accès DGFIP (encadrement, gestion, géomètre), chaque profil ayant son identifiant et son mot de passe, et dont les droits sont créés par le Fournisseur.

L'Utilisateur peut notamment extraire au format Excel, les données suivantes regroupant les champs :

- Référence de la demande d'urbanisme
- Date de dépôt de la demande
- Référence du demandeur
- Adresse du terrain
- Précision des travaux envisagés
- Décision
- Déclaration d'ouverture de chantier
- Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Ces données permettent de connaître l'état d'avancement de l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols (permis accordé ou refusé, DAACT, etc.), de préparer les CCID et d'améliorer les données utiles dans le cadre des travaux d'assiette, d'évaluation, de taxation et de liquidation des taxes foncières et taxes d'urbanisme conduits par l'utilisateur.

Article V. Données personnelles

Les signataires de la présente convention s'engagent à collecter, traiter, utiliser et transférer les données personnelles dans le respect de la réglementation applicable en la matière, à savoir le Règlement européen Général sur la Protection des Données 2016/679 ("RGPD") et toutes les lois ou réglementations ratifiant, transposant ou complétant le RGPD, ainsi que les lignes directrices, recommandations ou codes de bonnes pratiques émis par les autorités de protection des données.

Chacun des signataires agit en tant que responsable du traitement des données personnelles, et à ce titre, il est responsable de son propre traitement et détermine les finalités et les moyens de son traitement dans le respect des obligations réglementaires.

Article VI. Conditions financières

Envoyé en préfecture le 12/11/2025

Reçu en préfecture le 13/11/2025

Publié le

13/11/2025



ID : 033-213301229-20251106-DELIB07_8_2025-DE